

**NON à la guerre, contre tous
les impérialismes, pour la paix
et l'amitié entre les peuples !**

**Position du PST-POP sur la
guerre en Ukraine**



Parti suisse du Travail
Partei der Arbeit der Schweiz
Partito svizzero del Lavoro

NON à la guerre, contre tous les impérialismes, pour la paix et l'amitié entre les peuples !

Position du PST-POP sur la guerre en Ukraine

Table des matières

1. Qui est responsable ?.....	1
2. Quel est le contexte politique actuel en Russie ?.....	2
3. Quel est le rôle de l'OTAN ?	3
4. Quelle était la situation politique en Ukraine depuis 2014 ?.....	3
5. Pourquoi dit-on que la guerre dure depuis 2014 ?.....	4
6. Qu'en est-t-il de la Crimée ?	5
7. Quelle était la situation politique en Ukraine avant l'invasion ?	5
8. Maintenant que l'analyse est faite, que faire ?	6
9. Pourquoi s'opposer aux sanctions ?.....	6
10. Que faut-il faire dans l'immédiat ?	7
11. Pourquoi faut-il s'opposer d'urgence au réarmement ?.....	8

Voilà trois semaines déjà que la guerre ensanglante l'Ukraine, suscitant une indignation justifiée et un mouvement de solidarité qui est à saluer, mais donnant lieu aussi à une ambiance d'union sacrée qui l'est beaucoup moins. Comme pour toutes les guerres, une propagande de guerre effrénée se déchaîne, des deux côtés, et, entre l'hystérie collective et les fake news, il devient parfois difficile de garder une ligne rationnelle, tant les pressions peuvent être fortes et les enjeux complexes. Le PST-POP se devait de publier une prise de position plus détaillée que son communiqué de presse du 26 février, pour clarifier l'analyse que nous faisons de la guerre en Ukraine, et le sens de notre engagement internationaliste pour la paix et contre tous les impérialismes en les présentes circonstances.

1. Qui est responsable ?

La première chose à dire, c'est que les responsabilités de la guerre sont claires, et que c'est la Fédération de Russie qui en est fautive. Le 24 février 2022, Vladimir Poutine a donné l'ordre d'une invasion de l'Ukraine, dans le but avoué de renverser le gouvernement ukrainien, d'imposer la « neutralisation » et la « démilitarisation » de l'Ukraine, ce qui constitue une violation flagrante de la souveraineté de l'Ukraine, un acte contraire au droit international, criminel, que rien ne peut justifier, et qui risque de tourner à la catastrophe nationale pour l'Ukraine et pour la Russie. Ce fait ne peut être ni relativisé, ni minimisé, et s'il est indispensable de ne pas s'en tenir à l'indignation morale, mais de comprendre les



causes plus lointaines de la guerre, et le rôle peu reluisant des puissances impérialistes occidentales, de l'OTAN, et des gouvernements successifs de Kiev, ce n'est qu'après avoir pris acte de la responsabilité écrasante et injustifiable de Poutine et de son régime.

Il ne faut pas se laisser abuser par les slogans de protection des habitants du Donbass (reprise de la part de Poutine du slogan atlantiste de la « responsabilité de protéger », qui sert d'excuse pour tant de crimes de guerre) et de « dénazification ». Le régime de Poutine n'en a pas grand-chose à faire des habitants de l'Est de l'Ukraine, qui ne sont à ses yeux que des pions au service de ses objectifs géopolitiques. Il n'a rien fait pendant huit ans pour stopper les combats et protéger les habitants de ces régions, et n'est « accouru à leur aide » qu'en guise de prétexte pour entamer une guerre qui, visiblement, était en préparation depuis plusieurs mois. Les manœuvres dilatoires du régime russe, qui niait avec véhémence préparer une invasion, et a fait semblant de négocier avec une série de dirigeants occidentaux qui se sont succédé à Moscou, ont trompé beaucoup de monde. Il était raisonnable alors de ne pas croire sur parole Joe Biden – après tout, les USA ont menti presque à chaque fois aussi longtemps que l'on s'en souvient, de la guerre du Vietnam, aux prétendues armes de destruction massives de Saddam Hussein, et tant d'autres fois – mais, rétrospectivement, le doute n'est plus permis, et il faut en prendre acte.

Les forces armées des deux républiques populaires sécessionnistes mènent, avec le soutien de l'armée russe, ce qu'elles qualifient de « contre-offensive » en vue de la « libération » de « territoires provisoirement sous occupation ukrainienne », ce qu'il est impossible de qualifier autrement que comme une guerre de conquête. Et le régime de Poutine n'est « antifasciste » que dans la mesure où il faut bien l'être pour commémorer la grande victoire de 1945. Son idéologie est profondément anticomuniste et réactionnaire, et ses liens avec l'extrême-droite – des partis d'extrême-droite d'Europe comme des mouvances de son propre pays – plus que troubles. Il semble que l'armée russe avait préparé une opération spéciale, qu'elle espérait conclure en une poignée de jours, mais qu'elle a dû faire face à une résistance bien supérieure à ce qu'elle avait prévu du côté ukrainien. Depuis, l'opération militaire tourne à la guerre de longue durée, avec des tactiques qui menacent d'en faire un carnage : siège de villes et bombardements indiscriminés ; sans parler de crimes de guerres et de violations du droit international humanitaire.

2. Quel est le contexte politique actuel en Russie ?

Pour justifier ses opérations militaires, Poutine a prononcé des discours délirants, qui constituent une négation violente de la souveraineté de l'Ukraine - qui serait un État « failli » et « artificiel » - doublé d'une diatribe grotesque contre l'URSS et Lénine (comme si c'était Lénine qui avait détruit l'URSS, et pas Eltsine son mentor!). Ce qu'il reproche au fond à la politique nationale léniniste, c'est d'avoir reconnu aux peuples des « périphéries » des droits nationaux, dont le droit d'autodétermination, alors que pour lui ce n'était que des dominions coloniaux, qui appartiennent de droit à l'Empire, qui peut de ce fait en disposer à sa guise - ce qui lui donnerait le devoir de « récupérer » des territoires « ancestraux ». L'esprit de cette



rhétorique réactionnaire est la négation même du droit international, un retour au monde d'avant l'ONU. C'est une régression que nous ne pouvons accepter. Certes, le droit international n'est que peu appliqué, et l'ONU trop souvent impuissante, mais un retour en arrière ne serait dans l'intérêt que des seuls empires. La création d'un droit international après la Deuxième Guerre mondiale, pour lequel les pays socialistes ont joué un rôle décisif, est un progrès historique incontestable, que nous ne pouvons pas laisser disparaître.

Depuis le déclenchement de la guerre, la Russie sombre dans une véritable dictature militaire – même si, légalement, l'état de siège n'y a pas été proclamé –, la censure militaire et le despotisme. Même parler de « guerre » ou d'« invasion » y est interdit, la diffusion de « fausses informations » (soit : non conformes aux déclarations du ministère de la défense) est passible de peines allant jusqu'à 15 ans de prison, les médias d'État essayent de créer un climat d'union sacrée et d'hystérie nationaliste et les manifestations contre la guerre sont brutalement réprimées.

3. Quel est le rôle de l'OTAN ?

Dénoncer la responsabilité du régime russe en premier lieu dans cette guerre n'implique toutefois nullement de passer sous silence le rôle de l'OTAN, de l'UE et des USA, qui ont mené et mènent toujours une politique impérialiste et agressive, qui ont grandement contribué à déstabiliser l'Ukraine – en vue de l'utiliser pour leurs propres objectifs –, qui ont soutenu le coup d'État fascisant du Maïdan en 2014. En rompant leur promesse faite naguère à Gorbatchev de « ne pas étendre l'OTAN d'un pouce à l'Est » – même si la Russie a aussi déchiré les traités qu'elle avait signés en attaquant l'Ukraine –, en menant une politique de confrontation non-dissimulée avec la Fédération de Russie, en organisant en sous-main des « révolutions colorées » pour installer des régimes pro-occidentaux, les puissances impérialistes occidentales ont dans le déclenchement dans cette guerre une responsabilité qui n'est pas moindre que celle du régime de Poutine. Les pays de l'OTAN n'ont ni la légitimité morale, ni n'ont la volonté, de défendre la paix et la démocratie. Leurs ingérences dans les affaires ukrainiennes sont bellicistes et impérialistes au plus haut point. Des criminels de guerre ne peuvent se faire les défenseurs de la paix que de façon parfaitement intéressée et hypocrite. Qu'en est-il alors de la souveraineté et des droits du peuple cubain? du peuple sahraoui? du peuple palestinien?....

4. Quelle était la situation politique en Ukraine depuis 2014 ?

Nous ne pouvons pas oublier non plus la responsabilité des gouvernements ukrainiens successifs. Le putsch de Maïdan, loin de la prétendue « révolution démocratique », fut – il faut le dire, même si ce n'est pas très populaire – un coup d'État fascisant. On ne peut bien entendu pas nier la faute du président renversé, Victor Ianoukovitch, notoirement corrompu, et de la Russie, qui, par son mépris non-dissimulé pour l'Ukraine, a attisé le mécontentement populaire. Mais, en 2014, c'est un gouvernement formé de politiciens issus de partis d'extrême-droite qui a pris le pouvoir par la force, et qui a attisé un nationalisme forcené : réhabilitation de collabos qui avaient pris fait et cause pour le Troisième Reich, et



participé à ses crimes contre l'humanité – dont le plus connu est Stepan Bandera – érigés au rang de héros nationaux ; rhétorique incendiaire et mesures discriminatoires envers les russophones ; « décommunisation », interdiction des symboles communistes, mise du Parti communiste hors la loi, destruction de monuments soviétiques. Des groupes armés ouvertement fascistes – arborant des symboles néonazis, et même des portraits d'Adolf Hitler – purent commettre des exactions, des actes de torture et des assassinats d'opposants en nombre, non seulement en toute impunité, mais avec la complicité active de l'État. L'ambiance y rappelait de façon inquiétante l'Italie la veille de la prise du pouvoir par Benito Mussolini.

5. Pourquoi dit-on que la guerre dure depuis 2014 ?

Il faut rappeler aussi que la guerre n'a pas commencé le 24 février 2022, mais dure depuis 8 ans déjà. Quelques 14'000 personnes y ont perdu la vie (chiffres de l'ONU, total qui inclut les victimes civiles et militaires, dans les deux camps). Le coup d'État de Maïdan, les menées visibles de l'extrême-droite, la réhabilitation de criminels fascistes, le nationalisme virulent qui s'est déchaîné alors n'a que très logiquement entraîné une réaction de rejet, une juste indignation à l'Est de l'Ukraine, majoritairement russophone, où les symboles à la gloire de Stepan Bandera ont réveillé de douloureux souvenirs. Le gouvernement putschiste n'a rien trouvé de mieux à faire que d'imposer une ukrainisation forcée au niveau linguistique : le russe perdait légalement son statut de langue officielle au niveau régional, et ne pouvait plus être utilisé ni dans l'administration ni dans l'enseignement. Des enfants dont les parents ne maîtrisent pas l'ukrainien devaient désormais suivre leur scolarité dans cette langue. Cette politique nationaliste a fort logiquement déclenché un mouvement séparatiste à l'Est de l'Ukraine. Il en a fallu beaucoup moins pour faire émerger la question jurassienne naguère... Les Républiques populaires de Lougansk et de Donetsk sont nées dans ces circonstances. Le séparatisme au Donbass a eu une incontestable légitimité, et a commencé comme une authentique révolution populaire antifasciste. Il ne peut en aucun cas être réduit à une opération des services secrets russes, même si cet aspect était présent dès le départ, et est devenu prédominant une fois que pratiquement tous les communistes actifs dans les instances des deux républiques séparatistes eurent été assassinés dans des circonstances non-élucidées.

Loin de chercher une solution politique à un mécontentement légitime d'une partie de son peuple, le régime issu de Maïdan multiplia les déclarations incendiaires, et volontiers racistes, contre les russophones, et déclencha une guerre civile contre le Donbass séparatiste, envoyant notamment au front des bataillons néonazis formés de volontaires, des véritables *Freikorps*, comme ceux que Gustav Noske avait naguère lancé contre la Révolution allemande, n'obéissant pas aux lois et commettant des exactions en toute impunité. Pour mettre fin à la guerre et trouver une solution politique furent conclus en 2015 les accords de Minsk, que l'Ukraine a signés, mais jamais respectés. D'un autre côté, la Russie n'a pas non plus cherché à mettre fin à la guerre qui a continué, mais s'est arrangée pour laisser pourrir la situation pour avoir un moyen de pression contre l'Ukraine. Le régime de Kiev comme celui de Moscou sont coresponsables de la situation. Les puissances



impérialistes membres de l'OTAN portent une responsabilité non-moindre, en ayant sciemment jeté de l'huile sur le feu, et en poussant l'Ukraine dans une position jusqu'au-boutiste face à la Russie. Du fait de cette stratégie de la tension, aucune solution politique à la guerre civile ukrainienne n'a été possible, et l'invasion russe actuelle est d'une certaine façon la continuation de ce conflit qui dure depuis huit ans, quoiqu'à un niveau qualitativement supérieur. Aujourd'hui, quelle que soit l'issue de la présente guerre, la question du Donbass exige une solution politique, qui soit respectueuse du droit des peuples à l'autodétermination, de tous les peuples, celui d'Ukraine, mais aussi celui des habitants du Donbass. Dire le contraire serait du nationalisme ukrainien, et c'est une position que nous ne pouvons accepter. Les droits linguistiques des russophones doivent notamment être pleinement respectés. Rappelons qu'il s'agit également d'une exigence du droit international.

6. Qu'en est-t-il de la Crimée ?

Quant à la question de la Crimée, il faut faire preuve de nuance. Région historiquement russe, rattachée administrativement à la RSS d'Ukraine en 1954, ses habitants ne pouvaient vivre que comme une violence intolérable les soubresauts du nationalisme ukrainien et l'ukrainisation forcée après le coup d'État de Maïdan. La façon dont la Crimée a été alors rattaché à la Russie – envoi de militaires sans insignes, organisation d'un référendum sous occupation de fait – constitue indiscutablement un coup de force, indéfendable en regard du droit international, de la part de Vladimir Poutine, ayant créé une situation extrêmement difficile à normaliser. Mais il est clair aussi que le résultat du référendum correspondait à l'opinion réellement exprimée par la majorité des votants. Le PST-POP ne saurait en aucun cas soutenir des exigences équivalant à une restitution de la Crimée à l'Ukraine, encore moins si celle-ci implique une ukrainisation forcée, au niveau linguistique notamment. La Crimée n'est pas simplement un bout de territoire qui peut être transféré d'un État à l'autre au gré des rapports de force. Une solution politique est nécessaire, qui ne peut aller à l'encontre de la volonté des habitants de cette presque-île.

7. Quelle était la situation politique en Ukraine avant l'invasion ?

Il faut dire pourtant que la propagande russe ment quand elle prétend que l'Ukraine serait un État « fasciste », qu'il faudrait donc « dénazifier ». L'ambiance fascisante post-Maïdan n'a pas débouché sur un régime fasciste. L'extrême-droite n'a pas pu s'imposer. En 2019, elle a perdu les élections à la Rada, et n'y a fait qu'un score minable. Volodymyr Zelenski a gagné les élections présidentielles face à Petro Porochenko – le président issu du Maïdan – avec un discours flou et populiste au possible, du type « tous pourris », mais dont la substance était le rejet du régime précédent. Son parti – « Serviteur du peuple » – a remporté la majorité absolue au parlement. Ce résultat ne peut être interprété autrement que comme une défaite du fascisme dans les urnes. Le gouvernement ukrainien actuel n'est pas fasciste ; Zelenski se définit comme « libertarien ». Il est certes néolibéral, corrompu, et dans une certaine mesure nationaliste. L'extrême-droite a été remise au pas et n'a plus pu agir à sa guise. Les bataillons néonazis furent intégrés à l'armée régulière. Néanmoins,



aucun responsable des crimes commis par l'extrême-droite n'a été poursuivi, et les fascistes continuent de gangréner la société et l'État. Mais l'Ukraine ne fait malheureusement pas figure d'exception à ce niveau. Beaucoup trop de pays du monde souffrent du même mal – consubstantiel du capitalisme devenu entièrement réactionnaire – dont le nôtre. Le gouvernement n'a également tenu aucune de ses promesses, et n'a fait qu'aggraver la situation dans le Donbass. A ce titre, il a aussi sa part de responsabilité. Mais si des changements sont indispensables en Ukraine, c'est aux Ukrainiens eux-mêmes qu'il revient de les réaliser. Rien ne légitime de « dénazifier » un pays en l'envahissant et en bombardant ses villes.

8. Maintenant que l'analyse est faite, que faire ?

Le PST-POP est totalement opposé à toute livraison d'armes, tout soutien militaire, tout envoi de troupes (régulières ou formées de mercenaires) ou toute zone d'exclusion aérienne de la part des pays membres de l'OTAN, et a fortiori de la Suisse. Certes, en tant que pays attaqué, l'Ukraine est dans son droit lorsqu'elle se défend par les armes. Mais l'implication – directe ou indirecte – de puissances impérialistes dans la guerre n'en devient pas légitime pour autant. Le soutien militaire de fait de la part des puissances de l'OTAN à l'effort de guerre ukrainien n'est pas dicté par des beaux principes – que lesdites puissances ne s'appliquent ni à elle-même, ni aux régimes qui leur sont alliés – mais s'inscrit dans une optique de confrontation inter-impérialiste entre l'OTAN et la Fédération de Russie, une guerre conduite par l'Ukraine interposée (dont le sort importe très peu aux puissances impérialistes impliquées). Le but de cette ingérence n'est pas la paix, mais la défaite de l'armée russe – ou, du moins, de lui infliger le maximum de pertes – ce qui signifierait non seulement prolonger la guerre et en aggraver les dévastations, mais courir le risque d'une confrontation directe entre la Russie et l'OTAN, avec le danger bien réel d'une guerre nucléaire. Une politique anti-impérialiste conséquente implique de combattre fermement ces projets bellicistes de l'impérialisme, et de ne pas céder aux pressions de l'union sacrée. Il ne faut pas oublier en effet que la Suisse, malgré sa neutralité officielle, fait *de facto* partie du camp occidental, et ses liens avec l'UE et l'OTAN ne sont pas une vue de l'esprit. A ce titre, notre responsabilité première est de combattre notre propre impérialisme et de faire échouer ses menées bellicistes, même si ce n'est pas lui qui a déclenché la présente guerre, et même si cette position n'est pas toujours simple à faire comprendre.

9. Pourquoi s'opposer aux sanctions ?

Le PST-POP n'est pas non plus favorable à la politique de sanctions décrétées à titre unilatéral par les pays occidentaux. Certes, nous comprenons que les agissements du régime de Poutine suscitent une indignation justifiée, et conduisent à se dire qu'on ne peut pas ne « rien faire ». Mais il faut faire l'effort de réfléchir à cette politique du point de vue de ses conséquences et des objectifs réels en jeu, plutôt que seulement sous l'angle de la morale. Si les pays occidentaux qui décrètent les sanctions le faisaient réellement au nom des droits humains et de l'opposition à la guerre, beaucoup d'autres États que la Russie seraient sous sanctions : l'Arabie Saoudite, la Turquie, Israël, le Maroc (qui occupe



illégalement le Sahara occidental)... en commençant par les USA eux-mêmes, première menace pour la paix mondiale. D'autres pays, en revanche – Cuba et le Venezuela notamment – subissent une véritable guerre économique, illégale et criminelle, alors qu'ils n'ont attaqué personne, pour le seul tort que leurs peuples ont choisi une voie qui déplaît à l'Empire. Les entreprises suisses appliquent de fait ces sanctions illégales, et la Confédération laisse faire, au mépris de sa neutralité proclamée.

Les sanctions qui ont été prises à ce jour par les pays occidentaux contre la Russie sont très loin de ne cibler que les intérêts du régime et des oligarques qui y sont liés. Elles équivalent à une véritable guerre économique contre la Russie et son peuple, calibrées pour provoquer une hyperinflation et un effondrement de l'économie russe. La seule façon d'aller encore plus loin dans les sanctions serait d'imposer un blocus total. Cette guerre économique ne suffira pas à mettre fin à la présente invasion. Les dirigeants des pays de l'OTAN reconnaissent que l'effet des sanctions est différé dans le temps, et ne se fera pleinement sentir que dans quelques semaines. Le régime et les oligarques y survivront, et sauront maintenir leurs privilèges, par une exploitation accrue de la classe ouvrière russe. Les effets seront en revanche dévastateurs pour les classes populaires de Russie, qui plongeront dans les pénuries et la misère. Paradoxalement, cela pourrait même renforcer le régime de Poutine, qui aura beau jeu de rendre l'Occident responsable de tous les maux, et de durcir sa dictature dans un climat de forteresse assiégée. Ces sanctions feront mal également, dans une moindre mais notable mesure – elles le font déjà – aux peuples d'Europe, par les hausses de prix qu'elles occasionnent et occasionneront. L'effet le plus visible est actuellement l'impact sur les tarifs du pétrole et du gaz, qu'il n'est pas acceptable de répercuter brutalement sur les consommateurs – surtout ceux qui ont un revenu modeste et qui n'ont pas d'autres options – en préservant les profits des monopoles. L'UE prévoit de se passer des hydrocarbures russes d'ici 2027, en accélérant la transition énergétique, et, sans doute, en relançant le nucléaire. Nous devons nous opposer par tous les moyens à ce que ce soient les classes populaires qui en payent la facture, et défendre le pouvoir d'achat. Mais il ne faut pas oublier qu'il reste nécessaire de renoncer à brève échéance aux énergies fossiles, et que le pétrole et le gaz bon marché ne sont pas une solution d'avenir.

Mais ces sanctions risquent d'avoir un impact proprement atroce sur les peuples du Tiers Monde, qui ne sont absolument pour rien dans la situation, à travers la baisse des exportations de céréales et d'engrais en provenance de Russie et d'Ukraine, et la hausse massive du prix des aliments de base, qui pour trop de gens sur la planète est une question de vie ou de mort.

10. Que faut-il faire dans l'immédiat ?

Il importe à présent de dénoncer fermement les actes de guerre, de tous les côtés, pour ce que ça vaut, d'appeler à la paix et à la désescalade, de soutenir le mouvement anti-guerre en Russie, la lutte des travailleuses et travailleurs de Russie contre leur régime, de se mobiliser pour un cessez-le-feu et une solution diplomatique au conflit, qui permette enfin la cessation des combats et un retour à la paix – une solution diplomatique qui n'est



concevable qu'en satisfaisant les exigences de sécurité et de souveraineté légitimes, et en apportant des garanties solides, à toutes les parties impliquées, l'Ukraine et la Russie. Ce qui implique aussi la fin de la politique d'escalade et d'expansion à l'Est de l'OTAN. Un statut neutre de l'Ukraine pourrait être une solution, mais à condition que la souveraineté et la sécurité de l'État ukrainien soient également garanties, et respectées. Une solution politique exige enfin une détermination du statut de la Crimée et des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk qui respecte la volonté des habitants de ces régions.

Dans l'immédiat, nous devons nous mobiliser pour un accueil inconditionnel des réfugiés et pour l'aide humanitaire. La Confédération s'y est engagée, et c'est très bien. Mais cette solidarité devrait être le cas avec tous les réfugiés. Pourquoi, quand les gens fuient la guerre en Syrie, au Kurdistan, en Afghanistan, les ravages provoqués par l'impérialisme en Afrique... les accueille-t-on avec des barbelés, des mesures discriminatoires et négatrices de la dignité humaine, et les laisse-t-on se noyer en Méditerranée ? Il est de notre devoir de mettre fin à cette forteresse Europe et à ce racisme institutionnalisé.

11. Pourquoi faut-il s'opposer d'urgence au réarmement ?

La guerre en Ukraine a été également une cause – ou peut-être un prétexte commode – pour la relance de la course aux armements et du militarisme partout en Europe. Si le but de Poutine était de ne plus avoir une OTAN armée jusqu'aux dents à ses portes, il a atteint le résultat exactement opposé. Nombre de pays ont décidé d'augmenter substantiellement leur budget militaire. L'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie ont déposé leur demande d'adhésion à l'UE, et la Suède et la Finlande pourraient rejoindre l'OTAN. L'Allemagne – avec un gouvernement dirigé par le SPD – a décidé d'accroître substantiellement son budget militaire. L'invasion russe en Ukraine a permis de faire sauter les verrous psychologiques qui empêchaient une renaissance du militarisme allemand... qui ne manque pas d'être inquiétante. Et l'UE pourrait enfin faire son saut fédéral, et se doter à cette occasion de sa propre armée. Les pays membres se sont réunis pour en discuter à Versailles le 11 mars. Peu d'éléments concrets sont sortis de ce sommet, mais il est clair que l'UE s'engage sur la voie d'une unification plus poussée, d'une centralisation plus importante, et d'une puissance militaire en devenir. Une UE politiquement unifiée et dotée d'une politique de défense commune, possédant un poids plus important et une indépendance plus grande sur la scène internationale, serait un empire de plus, défendant ses propres intérêts par la force des armes au besoin. Rien ne permet sérieusement de penser que l'UE des monopoles et des eurocrates serait un empire meilleur ou plus pacifique que les autres. Nous nous opposons résolument à ce projet impérial. Cette aussi une raison de plus pour nous opposer à ce que la Suisse lie par trop son destin à ce nouvel empire en formation qu'est l'UE.

La situation tragique en Ukraine a également été exploitée pour un retour en force du militarisme en Suisse : exigences d'augmenter le budget et les effectifs de l'armée, pressions pour le retrait de l'initiative contre l'achat des F-35... Des voix isolées s'élèvent même pour une adhésion de la Suisse à l'OTAN, ou du moins pour une collaboration



renforcée avec ce bloc militaire. La politique dans notre pays sera visiblement dominée par cet agenda sécuritaire, réactionnaire et militariste pour encore un moment. Nous devons résolument nous opposer à cette course aux armements, qui ne fait qu'accroître le danger de guerre, défendre une politique de paix, et de neutralité (faute de mieux).

Il faudrait méditer aussi sur la régression terrible, épouvantable, où la destruction du socialisme a mené les anciennes républiques socialistes soviétiques, car la tragédie de cette guerre montre éloquemment à quels abîmes la restauration du capitalisme les a conduites.

Parti suisse du Travail – PST-POP, le 17 mars 2022



 **pst-pop.ch**

 **PartiSuisse du Travail**

 **parti_suisse_du_travail**

 **@pst_pop**

